

National 5	cahier émancipations	International 11	Écologie 13
Swisscovid: traçabilité Made in Switzerland	Pour «réformer» la police, il faut lui couper les vivres	Enjeux d'une nouvelle séquence des luttes antiracistes	Un Parlement sourd à l'urgence climatique



Édito

En Suisse aussi le racisme tue

Il y a trois semaines que George Floyd est mort à Minneapolis asphyxié par un policier blanc. Depuis, les manifestations de solidarité mais aussi d'indignation et de colère ne tarissent pas. Elles ont embrasé les États-Unis avant de se répandre dans

le monde entier. De Londres à Sydney, des milliers de personnes vêtues de noir et le poing levé descendent dans les rues pour dénoncer le racisme systémique. Après que la terre entière ait été confinée en raison du Covid-19 et que l'ombre de la crise

économique se précise, les premiers mots qui, de partout, résonnent sont: «I can't breathe», «Black lives matter», «No justice, no peace», «Silence is violence». La Suisse est l'une des voix de ce chœur international.

Depuis trois semaines, manifestations, actions symboliques, rassemblements ont émergé à Bienne, Bâle, Berne, Neuchâtel, Zurich, Lausanne, Genève, St-Gall et Lucerne. On comptait 25 000 personnes ➔

Féminisme

3

LA GRÈVE FÉMINISTE MOBILISE AVEC TOUJOURS AUTANT DE DÉTERMINATION!

à Genève, 10 000 à Zurich et 5000 à Bâle. Le racisme anti-noir-e façon helvétique, sujet tabou par excellence, apparaît soudainement sur le devant de la scène. Les noir-e-s seraient quelque 120 000 en Suisse. Leur présence significative dans le pays date des années 1990, ce qui paraît relativement récent. Mais comme dans de nombreux pays européens (pourquoi en serait-il autrement?), le racisme à leur rencontre est systémique. On est face à un rapport historique socialement ancré dans les institutions et les mentalités.

Le racisme anti-noir-e prend différentes formes. La violence policière d'abord. Elle a causé la mort d'Hervé Mandundu (2016), Lamine Fatty (2017) et Mike Ben Peter (2018). L'association contre le profilage racial compte pas moins de 23 personnes non-blanches qui, ces 20 dernières années, sont mortes suite à une interpellation policière ou une incarcération. À cela s'ajoutent toutes les formes de discrimination à l'embauche, au logement, à l'évaluation scolaire, etc., mais aussi celles des humiliations quotidiennes.

Le racisme enfin se manifeste dans le secret des urnes. Faut-il rappeler que l'UDC est le premier parti de Suisse? L'introduction, il y a 26 ans, de l'article 261 bis du Code pénal, qui interdit toute discrimination raciale dans le domaine public, n'a eu que peu d'effet. Derrière ce racisme, on trouve la question plus profonde liée à l'esclavage. La Suisse y a participé par le biais de ses marchands, banquiers, commerçants et mercenaires. Ce sujet nécessiterait désormais d'obtenir toute l'attention qu'il mérite. À cette lumière, le racisme se révèle être intrinsèquement lié au capitalisme. Aujourd'hui, l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles d'Afrique par des multinationales suisses prédatrices s'appuie sur le racisme.

Pour que ces mobilisations débouchent sur de véritables changements, il faut que les collectifs qui les ont impulsés s'organisent et se consolident. Et que la convergence des luttes avec les mouvements féministes et écologistes soit. Dans le cadre du mouvement de la grève des femmes du 14 juin c'est déjà le cas puisque les Afro-féministes se sont constituées en collectif au sein du mouvement.

Isabelle Lucas

AGENDA

Fribourg

SA 20 JUIN 16 H 30
MANIFESTATION CONTRE LE RACISME : BLACK LIVES MATTER
 Uni Pérolles – Place Python, Fribourg

MA 23 JUIN 17 H
RASSEMBLEMENT POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES DU PERSONNEL DE L'ÉTAT
 Forum Fribourg, Granges-Paccot

Genève

ME 24 JUIN 19 H 30
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SOLIDARITÉS GENÈVE

Réservée aux membres et sympathisant-e-s.
 Première fois? → info@solidarites.ch
 API, 23 rue du Vuache, Genève

Neuchâtel

JE 25 JUIN 18 H 30
CRITICAL MASS
 Balade à vélo pour plus de pistes cyclables
 Esplanade Léopold-Robert, Neuchâtel

MA 30 JUIN 18 H
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SOLIDARITÉS NEUCHÂTEL
 Réservée aux membres et sympathisant-e-s.
 Première fois? → ne@solidarites.ch
 Maison des associations, 1 tue Louis-Favre, Neuchâtel

International

VE 26

DI 28 JUIN 2020

CONFÉRENCE ÉCOSOCIALISTE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

(en ligne)

PRODUIRE MOINS

PARTAGER MIEUX

DÉCIDER ENSEMBLE

PROGRAMME

Ve 26	19h	Conférence	La nature des crises sanitaires et économiques dans une perspective écosocialiste	Valmor Guedes (BR) Sherry Wolf (USA) Antonello Zecca (IT) Christian Zeller (AT)
Sa 27	12h	Ateliers	Reconversion industrielle Vers une agriculture écologique et démocratique Santé publique et besoins sociaux Systèmes de transport urbains et ruraux	
	15h	Ateliers	Syndicalisme et justice climatique Division sexuée du travail et réévaluation du travail du care Internationalisme et relations Nord-Sud Race et coronavirus	
	19h	Plénière	Élaboration de revendications à l'issue des ateliers	
Di 28	19h	Conférence	Quelle stratégie pour la justice climatique et les mouvements pour le climat?	Paula Eisner (DE) Fatima Ouassak (F)

Programme complet et infos pratiques → eco-soc.net

Impressum
 Éditeur
 Journal solidarités
 Case postale 2089
 1211 Genève 2
 T +41 22 740 07 40
 E journal@solidarites.ch
 W solidarites.ch/journal

Tirage
 5000 exemplaires
 23 n° par an
 Comité éditorial
 Laura Cazador
 Marc Conscience
 Joseph Daher
 Marroux Long
 Aude Martenot
 Julien Nagel
 Pierre Reboud
 José Sanchez
 Rédaction
 Gabelle Kovalliv
 Marc Leemann
 Gabriella Lima
 Pascal Vosticki
 Françoise Wos

Maquette et mise en page
 Niels Wehrspann
 Conception
 François Graf
 Webmaster
 Sébastien L'Hôte

Abonnements
 Annuel
 Etudiant-e-s, chômeur-s.euse-s, AVS/A...
 Soutien
 3 mois à l'essai
 Pour payer :
 Demandez d'abonnement et changements d'adresse :
 ▶ dbs@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
 Genève
 25, rue des Gares
 Case postale 2089
 1211 Genève 2
 T +41 22 740 07 40
 E info@solidarites.ch
 W solidarites.ch/geneve

Fribourg/Felburg
 Case postale 1464
 1701 Fribourg
 E fribourg@solidarites.ch
 T +41 79 326 31 34

Neuchâtel
 Case postale 3105
 2001 Neuchâtel
 T +41 77 502 79 53
 E ne@solidarites.ch
 W solidarites.ch/ne

Vaud
 5 place Chauderon
 1003 Lausanne
 T +41 79 302 38 34
 E vaud@solidarites.ch
 W solidarites.ch/vaud



Rassemblement bruyant la veille de la Grève, Lausanne, place Sainte-Françoise

empêcher la mobilisation prévue pour le 14 juin 2020 : il n'a fait que de renforcer la détermination du mouvement féministe en Suisse et consolider le sentiment de révolte. Ainsi, la Grève féministe a proposé un programme pour une sortie féministe de la crise avec des revendications élaborées à partir du manifeste de la grève féministe de l'an passé. Ces dernières ont porté majoritairement sur la revalorisation salariale et sociale des professions féminisées, la réduction du temps de travail, la mise au centre du care, l'investissement et l'accessibilité des services publics. Aux revendications sur la nécessaire lutte contre les violences sexistes et sexuelles s'est ajoutée celle en lien avec le contexte actuel, soit la lutte contre les violences policières et racistes.

Les actions organisées ce dimanche 14 juin ont rassemblé environ 1000 personnes à Neuchâtel, 3000 à Lausanne et 5000 à Genève. La mobilisation a pris différentes formes allant de la grève des tâches domestiques aux mobilisations de rue, en passant par des blocages des axes routiers et des interventions virtuelles.

L'avenir sera féministe ou ne sera pas

Grâce aux réseaux de collectifs qui se sont maintenus depuis l'an passé, la Grève féministe s'est coordonnée entre tous les cantons et a su se réinventer de façon créative. La colère féministe s'est faite entendre à travers tout le pays. De ce fait, ce 14 juin reste une mobilisation importante qui donne des perspectives de lutte prometteuses pour la rentrée, afin de faire face aux attaques du patronat et aux politiques néolibérales qui s'annoncent et dont les effets économiques se font déjà sentir (vagues de licenciements, faillites, exclusion sociale, exploitation des salarié-e-s ou encore hausse du chômage).

La radicalité du mouvement a été au rendez-vous et a prouvé sa capacité à se mobiliser, malgré le contexte de crise, avec des pistes de convergence avec d'autres mouvements sociaux.

« Nous ne voulons plus de l'ancien monde, mais le bien-être des 99% de la population et de l'environnement en mettant la vie au centre », tel est le message porté aujourd'hui par la Grève féministe!

Tamara Knezevic Aude Martenot Aude Spang

Féminisme

UN AN APRÈS, LA GRÈVE FÉMINISTE MOBILISE AVEC TOUJOURS AUTANT DE DÉTERMINATION!

Depuis la déferlante du 14 juin 2019, le combat féministe ne s'est pas arrêté, les collectifs ont continué à s'organiser. La vague violette, certes moins grande, a tout de même su éclabousser le pays le 14 juin 2020.

Il y a exactement un an, le mouvement de la Grève féministe en Suisse paralysait le pays en construisant pendant une année, sur les lieux de travail, de formation et de vie, des rapports de force qui ont débouché sur l'historique mobilisation du 14 juin 2019. Une mobilisation issue de la base et portée par des collectifs auto-organisés dans des quartiers, des écoles ou universités, mais aussi par des travailleuses dans certains secteurs.

Un an après, si peu a changé au niveau politique et dans la réalité concrète des femmes, des personnes transgenres et non-binaires ! Les revendications portées par les collectifs féministes ne se sont pas concrétisées par des avancées sociales matérielles, malgré une hausse du pourcentage d'élues au parlement. Mais un changement réel dans nos vies ne passera pas par Berne ou les instances fédé-

rales. Le conseiller fédéral Berset nous l'a bien rappelé en proposant, quelques jours seulement après la Grève féministe de 2019, une élévation de l'âge de la retraite des femmes.

Alarme féministe : les femmes en première ligne

Les conséquences de la pandémie du Covid-19 ont touché de plein fouet les salariées et précaires, et ont révélé ce que le mouvement de la Grève féministe soulignait depuis ses débuts : le rôle indispensable du travail féminin et l'apport central de la reproduction sociale pour le fonctionnement de la société.

La pandémie a également visibilisé les inégalités systémiques au sein de la société. Que ce soit sur les lieux de travail ou les lieux de vie, les femmes ont été en première ligne face à la crise.

Le débat public sur les activités dites essentielles et non-essentielles a mis en lumière les travailleuses qui, jusqu'à présent, étaient pour la plupart dans l'ombre : vendeuses, nettoyeuses, infirmières, travailleuses domestiques ou éducatrices. Or, non seulement ces femmes, pour la plupart des travailleuses extra-européennes et issues de l'immigration, ont vu se dégrader leurs conditions de travail. Mais, une fois à la maison, elles se sont retrouvées à devoir accomplir davantage de tâches domestiques, éducatives et de soin en raison notamment de la fermeture des écoles. À cela s'ajoute l'augmentation des violences sexistes dans le cadre de la famille.

Ne rien lâcher, continuer la lutte

Ce contexte de crise sociale, économique et sanitaire aurait pu

SAUVER UN LIEU DE MÉMOIRE ET D'HISTOIRE DES FEMMES

Le Conseil national a accepté jeudi 4 juin par 100 voix contre 50 de soutenir la fondation Gosteli. Son maintien et son développement sont garantis.

Plus de 400 fonds d'archives, plus de 10 000 dossiers biographiques, plus de 10 755 livres du 18^e au 20^e siècle : la Fondation Gosteli conserve des archives extraordinairement riches sur le mouvement des femmes en Suisse, qui ne sont pas accessibles ailleurs. Une large pétition soutenue par des historiennes a rassemblé plus de 11 000 signatures pour sauver ce lieu essentiel à la recherche et à l'histoire suisse. Ni musée, ni bibliothèque, ni centre d'archives, la Fondation Gosteli est l'ensemble de tout cela. Comme le soutenait Marthe Gosteli : « *Sans documents, pas d'Histoire* ». J'ajouterais : sans liens avec le passé, impossible de penser le présent et de se projeter vers le futur. C'est d'autant plus vrai pour l'histoire des femmes, sur laquelle « un linceul » semble avoir été posé ; les femmes recluses, exclues de l'espace public et donc de l'écriture de l'histoire qui fait sens (Michelle Perrot) disparaissent des archives publiques.

La Suisse a été l'un des derniers pays d'Europe occidentale à avoir accordé le droit de vote aux femmes en 1971. Il aurait été tragique que 50 ans après cette victoire arrachée après des années de lutte, et alors que le mouvement des femmes dans notre pays est plus vif et actif que jamais, que ce lieu de mémoire, ces archives et cette bibliothèque unique disparaissent. Une fois n'est pas coutume, le Conseil national a choisi de préserver ce patrimoine. Mais que le chemin est long vers l'égalité... SP



Emanuele Toscano

ENFIN UN MARIAGE POUR TOU·TE·S EN SUISSE

Après de nombreuses années à esquisser le sujet, le Conseil national a enfin voté sur la question du mariage pour tou·te·s, avec une issue on ne peut plus réjouissante. Si l'on s'inquiétait de voir un mariage au rabais sans PMA (procréation médicalement assistée) pour couples de femmes être voté plutôt qu'une vraie égalité, nous pouvons désormais souffler et partir du principe que les prochaines étapes législatives seront favorables.

Par contre, il est fondamental de penser à l'après le plus rapidement possible. Les discours tel que « *L'amour est plus fort que la haine* » ou les appels à l'égalité de tous les couples ne peuvent pas nous porter éternellement. En effet, ils effacent les réalités des personnes les plus vulnérables dans nos communautés : les personnes trans, intersexes et non-binaires. Et ils ne remettent pas en cause l'organisation de notre société

autour de la famille telle qu'elle est construite aujourd'hui.

Durant le confinement, les personnes les moins précaires et celles qui n'ont pas d'enfants ont pu remarquer au moins une chose. Elles ont eu plus de temps pour prendre soin d'elles et des autres, elles ont pu faire du pain, du yoga, du jardinage et bien plus.

Mais alors même que le mariage pour tous les couples arrive, il ne mène pas à une redéfinition de la répartition du temps de nos vies et du travail reproductif. Questionner ce travail, nécessaire pour s'occuper du foyer et de la famille, non-payé et essentialisé comme féminin par les capitalistes, est pourtant crucial.

Ainsi, acquérir l'égalité dans tous les couples et les familles n'est pas une simple question de mariage, c'est une question de redéfinition de la famille. Est-ce un noyau derrière des portes fermées où tous les moments pour nous et nos proches nous rendent plus précaires ? Est-ce une égalité

acquise par la délégation du travail domestique (dans la grande majorité effectué par des femmes précaires issues de la migration) ?

Il est plus que nécessaire de critiquer le modèle économique qui crée ces tensions. Nous l'avons bien vu : toutes les politiques d'austérité, de dévalorisation des personnes « peu qualifiées », d'une santé qui coûte soit-disant cher ne sont que des écrans de fumée. Ce qui est essentiel dans notre société, c'est de prendre soin les un·e·s des autres. N'en déplaise aux actionnaires, assurances privées et autres capitalistes.

Si nous voulons sortir de l'aliénation que nous subissons chaque jour, nous devons faire tomber les structures qui régissent nos rapports à nous-mêmes et aux autres. Il faut réinventer les modèles de communauté et de familles, réapprendre à vivre ensemble en dehors du modèle de la famille nucléaire.

Sébastien Zürcher Loredana Vial

TRAÇABILITÉ MADE IN SWITZERLAND

Contre le Covid-19, une application de traçage des contacts est en développement depuis quelques mois. Elle nous est présentée comme la solution miracle face à une éventuelle nouvelle vague d'infections. Est-ce réellement le cas ?

L'OFSP, en collaboration avec des équipes de l'EPFL et l'EPFZ, développe depuis le mois de mars l'application Swisscovid. Une version test est déjà disponible et a été téléchargée par plusieurs dizaines de milliers de personnes. Grâce à l'usage de la technologie Bluetooth, cette application permet d'enregistrer la présence de deux personnes possédant l'application lorsqu'elles se trouvent à moins de deux mètres de distance l'une de l'autre et durant plus de quinze minutes.

Si une personne est diagnostiquée positive au Covid-19, il sera possible d'envoyer une alerte à toutes les personnes avec qui elle a été en contact durant les dernières semaines. Le stockage de ces données serait décentralisé sur les téléphones des individus. Elles ne seraient pas envoyées sur des serveurs centralisés. De plus, un service d'Amazon assurerait la distribution des clés de cryptage aux utilisateurs-trices. On nous l'assure, le système est sûr et garantit le respect de la vie privée.

Collaboration Google-Apple

Les équipes de Google et Apple, dans une collaboration qualifiée d'« historique », se sont basées sur le travail des équipes des Écoles polytechniques fédérales pour développer une interface de programmation (API). Maillon essentiel pour le fonctionnement de l'application, elle fait le lien entre le système du téléphone, le protocole Bluetooth, et les applications de traçage.

L'accès au protocole Bluetooth et le détournement de sa fonction initiale pour le traçage de contact sont impossibles sans cet API. « Le fait que Google et Apple aient repris le protocole développé

Fouquier



Swisscovid permet d'enregistrer lorsque deux téléphones se trouvent à moins de deux mètres de distance.

par nos deux Écoles polytechniques fédérales n'est pas rien. C'est même un motif de fierté, car il y avait de nombreux candidats en lice.» se félicite Joël Mesot, président de l'EPFZ (AGEFI, 11 juin 2020). Il sera le premier à télécharger l'application dès qu'elle sera disponible dans sa version finale.

La rédaction de Tamedia ne cache pas non plus son euphorie : « Des chercheurs de l'EPFL ont réussi à persuader les deux géants du Net d'installer leur solution d'alerte d'exposition au Covid-19 dans des milliards de téléphones. Les enjeux vont bien au-delà de ce

que l'on croit. Les coulisses d'un petit miracle » (24 heures, 9 juin 2020). La conception du protocole de sécurité s'est faite au prix de conditions de travail extrêmes. Les équipes de recherche auraient travaillé sept jours sur sept pendant deux mois. L'admiration du journaliste semble totale en dépit de toute réflexion sur le surmenage au travail.

Convaincre et inciter au téléchargement

Dans un article précédent, le même journaliste, à grand renfort d'infographies et d'animations

visuelles, nous explique pourquoi le *proximity tracing* est si important pour la lutte contre le coronavirus. L'application est *Made in Switzerland* et, on nous le répète une nouvelle fois, elle est sécurisée et garantit la protection des données.

Selon Marcel Salathé, épidémiologiste et professeur à l'EPFL : « Il se pourrait même, qu'un jour, le *proximity tracing* suffise pour garder l'épidémie sous contrôle » (Tribune de Genève, 1^{er} mai 2020). Il y a cependant un *mais* et pas des moindres : lui-même estime que, pour qu'une telle application soit efficace, il faudrait que 60 % de la population l'installe. Afin d'inciter au téléchargement tous les moyens sont bons. Alain Berset annonce que l'éventuelle perte de gain due à la quarantaine des personnes averties de façon anonyme par l'app sera prise en charge. De plus, le Conseil des États a voté pour que le test de dépistage soit gratuit pour les personnes alertées par le biais de Swisscovid (Le Temps, 3 juin 2020). Quid des personnes ne pouvant pas ou ne voulant pas télécharger l'application ?

Un enjeu politique

Les débats sur la surveillance numérique, pour des buts de santé publique et au-delà, sont éminemment politiques. Il est indispensable de questionner le fonctionnement de l'application et de mettre en lumière ses zones d'ombre en dépassant les enjeux purement techniques. De nombreuses incertitudes en termes de protection des données subsistent. Après Swisscovid, quelle sera la prochaine étape ?

En termes de lutte contre le Covid-19, une telle application risque fortement d'être complètement inefficace. Elle ne peut se substituer à de réelles mesures de santé publique. Nous ne pouvons faire l'économie d'une large campagne de tests systématiques et gratuits. Celle-ci doit s'accompagner d'un suivi précis du nombre de cas au niveau national. L'épidémiologie classique et les enquêtes d'entourage restent encore les solutions les plus efficaces. Or, elles nécessitent un investissement adéquat de moyens pour l'engagement du personnel nécessaire plutôt qu'une solution technique à bas coûts et dont les implications politiques et démocratiques sont largement négligées.

Julien Nagel

UNE CANDIDATURE POUR LE BIEN COMMUN

Yvan Luccarini, notre camarade de décroissance-alternatives se présente à l'élection partielle à la Municipalité de Vevey qui se tiendra ce dimanche 21 juin.

Face aux bouleversements climatiques et écologiques liés à l'activité humaine et face à la croissance continue des inégalités, la politique communale appelle à la modestie. Pourtant, à l'échelle d'une ville comme Vevey, de nombreuses initiatives peuvent être prises pour favoriser la solidarité et la résilience locale.

Imaginons ensemble une ville faite pour toutes et tous qui fait la part belle à la mobilité douce et aux espaces végétalisés. Une ville où le commerce de proximité et l'artisanat local sont mieux valorisés que les grandes surfaces. Une ville qui cherche à rapprocher les producteurs-trices de la région et les habitant-e-s et qui favorise l'éclosion de projets participatifs tels que les potagers urbains, les maisons de quartier, les épiceries solidaires, les ateliers de réparation et de création coopératifs ou encore les initiatives d'entraide.

Imaginons des espaces publics débarrassés de la pollution publicitaire, favorisant ainsi les rencontres et la convivialité plutôt que le chacun-e pour soi. Une ville dans laquelle chacun-e peut se loger, se déplacer à son aise, trouver sa place, s'exprimer, faire garder ses enfants et répondre à ses besoins en dépendant au minimum de la globalisation.

En grec ancien *Krisis* signifie à la fois: choix, décision et dénouement. Une crise porte donc en elle la possibilité de changement, de renouveau. C'est ce renouveau que le groupe décroissance-alternatives propose avec la candidature d'Yvan Luccarini, député EàG, conseiller communal et objecteur de croissance.

décroissance-alternatives ■



Demir Sönmez

Genève En mouvement Racisme

BILAN ET PERSPECTIVES APRÈS UNE MANIFESTATION ANTIRACISTE HISTORIQUE

À la suite de la manifestation massive à Genève de près de 25 000 personnes le 9 juin dernier contre le racisme anti-noir-e-s, les collectifs Black Lives Matter (BLM) Suisse romande, Afroswiss, Outrage et les groupes alliés – dont solidarités fait bien sûr partie – se sont réunis afin de faire une première évaluation de l'événement et d'envisager les suites de la mobilisation. BLM Suisse romande, pour qui l'orga-

nisation d'une telle manifestation était une première, a tiré un bilan très positif. Cela renforce encore la volonté du collectif de poursuivre les actions.

De l'avis des organisateurs-rices, cette mobilisation a permis à chacun et chacune de ne plus se sentir isolé-e dans les discriminations subies. Pour toutes et tous, la tentative de banalisation du racisme en Suisse en cours dans les médias et ail-

leurs doit être mise en lumière, autant que l'existence des violences policières. La nécessité d'élargir ce mouvement à d'autres personnes subissant le racisme (Roms, migrant-e-s, jeunes magrébins, etc.) est aussi évidente. Dans cette perspective, une nouvelle manifestation est en construction pour début juillet, au sujet de laquelle nous ne manquerons pas de vous tenir informé-e-s. **TV**

Genève Monde du travail Fermeture de l'Hôtel Le Richemond?

UN PERSONNEL QUI DIT NON

C'est par le biais d'un courrier que le personnel de l'Hôtel Richemond à Genève a reçu la nouvelle du licenciement collectif envisagé par sa direction. En refusant de s'adresser au syndicat SIT et en demandant aux 130 employé-e-s concerné-e-s de s'adresser individuellement au service RH, la direction démontre son mépris envers toute tentative de partenariat

social. Cependant, c'est collectivement que le personnel a décidé de réagir en se réunissant pour adopter une résolution mandatant le SIT pour les défendre et en élisant une délégation syndicale. L'objectif est d'obtenir une véritable procédure de consultation du personnel, à même de faire des propositions pour éviter les congés, cas échéant de négocier un plan social digne.

Si le Covid-19 est invoqué, des indices laissent à penser que ce licenciement serait en réalité l'occasion de procéder à des travaux à moindre frais. Le personnel, dans tous les cas, est prêt à lutter pour ne pas se laisser jeter avec les meubles. Pour faire reconnaître ses droits syndicaux, décision a été prise de saisir la Chambre des relations collectives de travail. **DG**

DÉBOULONNAGE D'UNE STATUE ET RÉVISIONNISME HISTORIQUE

Dans le sillon des mobilisations mondiales Black Lives Matter, un collectif a lancé le 8 juin une pétition en ligne demandant aux autorités compétentes que la statue de David de Pury – 1709-1786, membre de l'aristocratie neuchâteloise devenu riche grâce à la traite des noir·e·s – soit remplacée par une plaque commémorative « en hommage à toutes les personnes ayant subi et subissant encore aujourd'hui le racisme, et la suprématie blanche ». Depuis, le débat enflamme la toile à propos de ce que certains nomment du révisionnisme historique et d'autres un travail de mémoire nécessaire.

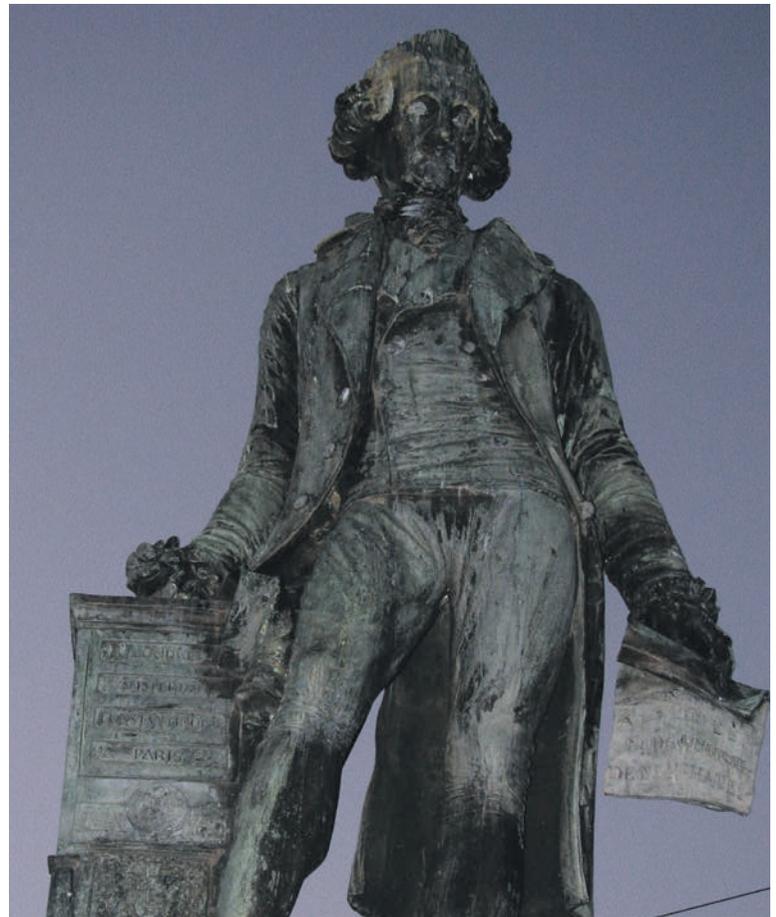
Selon certain·e·s détracteurs·trices de cette pétition, retirer la statue de l'espace public serait moralisateur et contre-productif, en biffant justement l'histoire raciste de la ville puisque celle-ci n'en porterait plus les traces directes. Certes, nous ne pouvons juger le passé à l'aune du présent, car chaque époque a son contexte et

ses constructions morales, économiques, sociales. Mais c'est précisément faire du révisionnisme de croire qu'à l'époque de l'édification déjà, il n'y avait qu'une histoire, que cette statue avait sa pleine légitimité aux yeux de tout le monde. Car de tout temps, il y a eu des hommes et des femmes, directement concerné·e·s ou non, qui ont lutté contre l'esclavage, mais qui n'ont, eux·elles, pas eu droit à leur statue sur l'espace public.

Histoire des puissants

D'autre part, il s'agit de s'interroger sur la portée et la visibilité que nous donnons à un tel symbole dans notre espace public. L'espace public est façonné par les puissants et le passé mais nous touche au présent. Ainsi, dans le cas de David de Pury, l'édification de cette statue en 1855 à l'instigation d'un comité présidé par Henri-Frédéric de Meuron-Terrisse (chef de la contre-révolution royaliste en 1856) était un acte militant de la bourgeoisie

Mathieu Despont



de Neuchâtel rendant honneur à l'un des siens.

Continuer d'honorer David de Pury dans l'espace public, c'est accepter l'histoire écrite par les puissants. Si l'on ajoute simplement une plaque explicative sur le monument, symboliquement, l'esclavagisme trônera toujours sur les neuchâtelois·es. Aussi, cette sta-

ture n'a plus sa place dans la rue mais dans un musée. Sa conservation, accompagnée d'explications tant sur l'histoire du personnage que sur le contexte de sa reconversion muséographique, permettrait de faire un travail de mémoire sur notre passé avec une portée réflexive sur notre présent.

François Chédel ■

Fribourg

PETITES HISTOIRES ORDINAIRES À L'HFR

L'Hôpital public fribourgeois (HFR) manque de soutien politique. La population est mal desservie et le personnel est inquiet.

Françoise est hospitalisée pour des douleurs insupportables qui pourraient être soulagées par une opération. Par manque de place dans le programme opératoire du site de Fribourg, elle doit patienter plusieurs jours, rester hospitalisée pour recevoir des traitements antidouleur puissants et des antibiotiques qui dégradent fortement sa qualité de vie.

Georges, infirmier anesthésiste à Riaz, accepte son transfert à Fribourg pour renforcer

les équipes qui luttent contre le coronavirus. Après la crise, il ne retrouve pas son poste de travail à Riaz, puisque le bloc opératoire reste fermé pour une durée indéterminée. La direction des soins lui propose un poste au bloc opératoire de Fribourg début juin, pour finalement le renvoyer à Riaz. Sans concertation, son plan de travail est remanié et son poste de travail changé.

Fermetures à l'horizon

La direction de l'HFR se projette en 2030. Les lignes sont déjà

définies, les bruits de couloir annoncent la fermeture définitive des blocs opératoires à Riaz et à Tavel, ainsi que la fermeture de leurs urgences pendant la nuit. Mais aucune communication officielle n'est concédée aux premiers·ères concerné·e·s: la population fribourgeoise et les employé·e·s de l'HFR.

Les changements sont effectués au coup par coup. Voilà, par exemple, l'une des raisons pour lesquelles Françoise doit patienter. Les blocs opératoires de Riaz et Tavel restent fermés, et les blocs du site de Fribourg sont plus que surchargés.

Le personnel soignant et d'intendance a été mis à rude épreuve, avec des changements d'horaire, de lieu de travail, la mise en place des mesures de protection et la charge mentale

que cela implique. La sortie de crise s'avère cauchemardesque, puisqu'il faut rattraper le travail qui n'a pas pu être effectué pendant la crise sanitaire, continuer à gérer les urgences que seul le service public prend en charge, et surtout craindre de nouvelles mesures d'économie. L'éternel ping-pong entre le Conseil d'État fribourgeois et la direction de l'HFR pour la répartition des frais risque de compromettre une reconnaissance financière de l'effort fourni par le personnel de l'HFR. Et le personnel infirmier se trouve toujours dans un barème de salaire inférieur à celui des instituteurs·trices. Il serait grand temps de reconnaître les professions soignantes à leur juste valeur.

Pierre Girardet ■

LA MEILLEURE MANIÈRE DE « RÉFORMER » LA POLICE, C'EST DE LUI COUPER LES VIVRES¹

« L'homicide de George Floyd n'est pas la classique goutte qui fait déborder le vase, tout simplement parce que, ce vase, ce sont trois robinets qui le remplissent ». C'est ce que nous dit Keith Mann, sociologue, professeur dans une université de l'Ohio et dirigeant d'une des petites organisations de la gauche radicale étasunienne, solidarity.

L'homicide atroce de George Floyd constitue-t-il une énième poussée de fièvre antiraciste ? Non, nous sommes cette fois dans un contexte très différent de celui des années soixante ou des précédentes révoltes contre le racisme institutionnel de la police. L'homicide de George Floyd n'est pas la classique goutte qui fait déborder le vase, tout simplement parce que, ce vase, ce sont au moins trois robinets qui le remplissent : les pratiques policières, évidemment, mais aussi la pandémie et l'approfondissement, suite à cette dernière, d'un chômage de masse qui frappe aujourd'hui quelques quarante millions de personnes. Le contenu de ce lavabo était donc hautement explosif : l'homicide de Floyd, ça a été l'allumette.

À contexte différent, rébellion différente ? Aujourd'hui, l'explosion est partout, elle n'est pas organisée. Tu as des manifs qui partent dans différents quartiers de la même ville et qui se développent spontanément, de manière quasi indépendante les unes des autres. C'est quelque chose de nouveau. En 1936, Simone Weil expliquait, à propos des grèves de juin, que les ouvriers-ères découvraient une nouvelle liberté dont ils ne soupçonnaient même pas l'existence. Le même constat s'impose à propos de la majorité des manifestant-e-s d'aujourd'hui. La manif, le simple fait d'occuper la rue ensemble est aussi une forme de

révolte contre l'isolement imposé par le confinement.

Mais qui descend dans la rue ? Sur ce plan aussi les différences sont énormes avec les révoltes du passé, en 1965 à Los Angeles, là où tout a commencé (voir encadré) ou avec celles qui ont fait suite à l'assassinat de Luther King en 1968 ou avec celles des décennies suivantes. À l'époque, la majorité des manifestant-e-s étaient des noir-e-s ; les quelques blancs-ches c'était nous, les militant-e-s d'extrême gauche.

Aujourd'hui, c'est tout le monde qui manifeste, noir-e-s, blancs-ches, asiatiques, latinos. Les manifestations spontanées n'éclosent pas que dans les quartiers défavorisés, mais aussi dans des quartiers plus huppés. Imagine, ici à Milwaukee (au bord du lac Michigan, cette ville, la plus grande du Wisconsin, est une des villes où la ségrégation sociale – et donc raciale – est la plus prononcée aux États-Unis, NdT), il y a eu des manifs carrément sur Lake Avenue, un quartier de villas cossues avec vue sur le lac ! Et manifester, c'est dangereux. Pas seulement à cause des éventuelles charges de la police, mais aussi parce que, malgré les masques de protection, la distance sanitaire n'est pas respectée. Et pourtant, le nombre de manifestant-e-s ne diminue pas, bien au contraire.

Comment l'expliques-tu ? Au début, c'est contre l'homicide raciste

qu'on est descendu dans la rue. Ensuite c'est la répression violente des manifestant-e-s qui en a poussé d'autres à descendre dans la rue et ainsi de suite. Si, de surcroît, tu prends en compte le fait que, dans certaines situations, les autorités ont bâillonné Internet et que les images de journalistes attaqué-e-s par les forces de l'ordre tournent en boucle sur les télévisions et les réseaux sociaux, tu comprends pourquoi la question de la liberté de parole prend une telle importance et mobilise autant.

Et c'est dans ce contexte que commence à se développer une interrogation, celle du coût de la police qui réprime les citoyen-ne-s, un coût qui dépasse le tiers du budget dans certaines grandes villes !

Dans une récente interview, James Galbraith, l'économiste keynésien conseiller de Bernie Sanders explique que, après le 11 Septembre, les logiques policières se sont transformées en logiques militaires fondées sur une mentalité d'état de guerre disposant d'armes de guerre toujours plus sophistiquées. C'est vrai, mais cela est renforcé par le détournement vers la police des fonds dévolus à la DEA, l'agence anti-drogue. En effet, les programmes qui auraient dû, par la prévention des trafics, briser le lien « de l'école à la prison » se sont réduits à des programmes de répression des trafics et de la délinquance et la criminalité qui leur sont liés.

diburtoni



C'est de cette manière que la police bénéficie d'un subventionnement exceptionnel. D'où l'exigence toujours plus vivace de lui couper les vivres, de « defund the police ». C'est une exigence qui commence à rencontrer un écho large puisque même le maire de New York l'a évoquée publiquement tandis que le maire de Los Angeles propose une réorganisation du financement de la police municipale qui la priverait de quelques 150 millions de dollars².

On a l'impression que Trump fait tout ce qu'il peut pour réaffirmer son image de chef inflexible dans le but de remobiliser sa base conservatrice, raciste et réactionnaire. Oui, mais ce socle dur de réacs suprémacistes est bien loin de lui garantir la réélection. D'ici à novembre, tout peut arriver. Si des divergences commencent à se faire jour parmi les élites républicaines, la prétendue base électorale de Trump – celle qu'on identifie un peu vite avec les ouvriers industriels blancs laissés sur le bord de la route par la mondialisation – n'est de loin pas stabilisée, cristallisée. Ainsi que je l'ai rappelé à plusieurs reprises, ces couches avaient voté pour Obama en 2008 et 2012 et, pour une bonne partie, Sanders lors des primaires,



Barricades de l'Apple store, Portland, 14 juin 2020

L'HÉRITAGE DE WATTS

Les émeutes de Watts (ou rébellion de Watts) ont eu lieu du 11 au 17 août 1965 dans le quartier majoritairement noir de Watts à Los Angeles aux États-Unis, à la suite d'une altercation entre trois membres d'une famille afro-américaine et des policiers blancs entraînant l'intervention de l'armée qui impose un couvre-feu.

Après six jours de violences, on compte 34 mort-e-s, dont 23 civil-e-s tué-e-s par les forces de l'ordre. À ce bilan s'ajoutent 1032 blessé-e-s déclaré-e-s et 3438 arrestations. 977 bâtiments sont détruits ou endommagés. Les dommages matériels sont estimés à 40 millions de dollars de l'époque (l'équivalent de plus de 300 mio d'aujourd'hui).

mais n'avaient pas voté pour la candidate de l'establishment, Hillary Clinton, en 2016.

Mais, du point de vue du sociologue, peux-tu nous dire plus précisément qui est dans la rue ? Difficile à dire en l'absence de données statistiques empiriques. Pour ce qui est des populations afro-descendantes, la caractérisation de classe est évidente : ce sont des pauvres puisque la pauvreté est le lot de ces populations. Avec quarante millions de chômeurs-euses parmi lesquels la population noire est sur-représentée, c'est évident que les classes subalternes sont bien présentes dans les manifs.

Pour le reste, à l'heure actuelle, on ne peut que se borner à des suppositions, même si on peut espérer que, de ces générations qui occupent aujourd'hui le macadam, émerge une nouvelle génération militante capable d'établir des liens entre la pauvreté des un-e-s et la richesse des autres, entre places de travail et rémunération des actionnaires, entre dépenses pour l'appareil répressif et les dépenses pour l'école publique par exemple. Mais on reste, pour le moment, au niveau des suppositions dans la mesure où tarde à apparaître une direction politique du mouvement.

C'est-à-dire ? Les organisations traditionnelles de la population afro-américaine semblent prises de court par le mouvement et restent fidèles au pacte avec le parti Démocrate, qui dure depuis les années trente du siècle dernier. Elles sont donc particulièrement timides et timorées. Ainsi, par exemple, la plus ancienne des organisations de lutte pour les droits civiques, la National Association for the Advancement of Colored People, la NAACP fondée en 1909, s'est prononcée contre l'idée qui s'impose actuellement, celle de couper les vivres à la police.

Battu dans la course à l'investiture démocrate, Sanders, fidèle aux engagements pris de soutenir Biden comme il a soutenu Clinton il y a quatre ans, se tait. Imagine la dynamique qu'aurait pu représenter en ce moment une nomination de Sanders ou une campagne de sa part indépendante du parti Démocrate et surtout la présence dans le débat public de ses propositions, bien qu'elles soient très, très réformistes.

Et les Democrats Socialists of America, DSA ? Ils-elles sont démoralisé-e-s par la défaite de Sanders aux primaires, une défaite qui leur semblait tout simplement impossible. En même temps, ils-elles sont sous pression, la pression

du vote utile pour barrer la route à un deuxième mandat pour Trump. C'est une pression qui est réelle aussi dans les faibles organisations de la gauche radicale.

Partant, il est difficile de catalyser sur le plan politique l'opposition entre répression, racisme et pauvreté d'un côté et progrès social de l'autre. Et ce n'est certainement pas Joe Biden, le plus républicano-compatible des candidats démocrates qui va le faire depuis la cave dans laquelle il se terre toujours. Ce sont plutôt les Verts qui, s'ils présentent comme cela en a l'air un ticket très marqué à gauche, pourraient jouer ce rôle.

Et du côté du mouvement syndical ? La timidité est de rigueur. Certes, officiellement l'AFL-CIO soutient les mobilisations, sauf qu'elle reste ambiguë dans la mesure où elle s'empresse immédiatement de condamner les violences³. C'est dommage car la question qui se pose aujourd'hui n'est plus celle de la sécurité publique mais celle de comment empêcher et combattre la violence policière.

En coupant les vivres à la police ? L'idée semble prendre.

Interview réalisé le 10 juin 2020 par Paolo Gilardi pour le site Rproject.it, traduit de l'italien par l'auteur.

- 1 « The best way to "reform" the police is to defund the police », c'est le slogan qui fleurit dans toutes les manifestations.
- 2 À noter que, depuis la réalisation de l'interview, Bernie Sanders a annoncé publiquement son opposition à cette revendication, tout comme le futur candidat démocrate Joe Biden qui a ressorti un projet de 2019 de financement massif de la police pour, dit-il « parfaire leur formation et ainsi combattre le racisme » et la dotation d'armes plus précises, ce qui serait censé empêcher des meurtres barbares comme celui de George Floyd.
- 3 Il est toutefois important de souligner des exceptions sur le plan local. À Minneapolis, par exemple, le syndicat des enseignant-e-s universitaires a pris position contre le racisme, et les enseignant-e-s des écoles publiques exigent la rupture d'un contrat signé par la direction de l'enseignement avec la police pour assurer la sécurité des écoles primaires.



Joe Brusky

Milwaukee, 9 juin 2020

International États-Unis

LE MOUVEMENT POUR LE DÉMANTÈLEMENT DE LA POLICE S'IMPOSE

Aux États-Unis, les manifestations continuent à s'intensifier. Dans ce cadre, la revendication d'un démantèlement (*defunding*) de la police, et la dénonciation plus générale de son rôle au sein de la société, a atteint une visibilité importante et des premières victoires.

Les appels au démantèlement de la police et à la réallocation de son budget en faveur de secteurs sociaux comme l'éducation

et la santé se multiplient dans de nombreux États du pays. Dressant le constat d'une «*police structurellement raciste*» et «*non réfor-*

nable», une majorité des membres du conseil municipal de la plus grande ville du Minnesota, dans le nord des États-Unis, a voté pour son démantèlement et la construction d'un «*un nouveau modèle de sécurité publique*» en concertation avec la population. L'intention est de transférer les fonds alloués au budget de la police de la ville vers des projets s'appuyant sur la population. Il reste à voir encore quel modèle alternatif sera proposé, mais cela constitue un signal fort dans cette période.

La campagne de démantèlement comprend également d'autres propositions. Celles demandant l'expulsion des forces de police des campus scolaires et la fin des contrats liant les établissements éducatifs avec la police ont gagné du terrain. Un certain nombre de syndicats d'enseignant-e-s ont entamé des démarches dans cette direction au sein de leurs institutions. Les programmes d'échange et de collaboration entre des départements de police et des gouvernements étrangers, eux-mêmes coupables de violation de droits humains, ont également été la cible d'activistes. Par exemple, septante organisations et des dirigeant-e-s locaux-ales exigent de l'État de Géorgie qu'il mette fin au programme d'échanges avec l'État d'Israël.

Dans ce contexte, le camp démocrate tente de limiter les revendications du mouvement de démantèlement. Il appelle à une nouvelle série de réformes inspirée de l'ère Obama sans perspective de changement structurel et de remise en cause du rôle de la police dans la société. Le Justice and Policing Act, soutenu par plus de 200 élu-e-s essentiellement démocrates, entend créer un registre national pour les policiers commettant des actes de violence dans l'exercice de leurs fonctions, faciliter les poursuites judiciaires contre les agents, et repenser leur recrutement et formation.

Face aux critiques contre la police, le président états-unien Trump a, de son côté, défendu la nécessité d'avoir une police «*plus forte*» et a accusé les démocrates de vouloir «*couper les vivres de la police*».

Le rôle social de la police: maintien de l'ordre dominant
Pour de nombreux-euses militant-e-s de gauche, le démantè-

lement de la police constitue un premier pas vers l'abolition de cette institution répressive. Son budget annuel se situe aux environs des 100 milliards de dollars (des polices aux tribunaux), soit le double de la somme allouée aux programmes sociaux.

Le rôle fondamental de la police est la protection de la propriété privée et des rapports de production capitalistes. Les policiers-ères ne sont pas des «*travailleurs-euses en uniforme*», mais font partie intégrante de l'appareil répressif de l'État et de ses dynamiques racistes. De nombreuses preuves démontrent le rôle extrêmement négatif joué par les syndicats policiers. Ils empêchent toute tentative de réforme, même mineure, pour davantage de transparence et de rendre compte de leurs actions violentes et meurtrières. Entre 2005 et 2015, seuls 5 agents des forces de polices ont été condamnés pour meurtre. Dans le même temps, environ 1000 personnes, issues de manière disproportionnée de populations noires, ont été tuées par la police chaque année.

L'histoire de la police des États-Unis est particulièrement parlante. Les services de police ont émergé dans les États du Sud des patrouilles qui durant les 18^e et 19^e siècles capturaient et renvoyaient les esclaves en fuite. Dans le Nord, les premiers services de police municipaux du milieu des années 1800 aidaient à réprimer les grèves et les émeutes contre les riches.

Une radicalisation générale

L'imposition de la campagne de démantèlement dans le débat public reflète la radicalisation continue du mouvement de protestation aux États Unis. Des arrêts de travail symboliques ont eu lieu dans tous les ports de la côte Ouest pour témoigner de leur solidarité avec la cause de Black Lives Matter. Des manifestant-e-s dans la ville de Seattle, après des confrontations avec les forces de police ayant abouti à la fermeture d'un poste de police, ont déclaré une partie du quartier de Capitol Hill comme zone autonome.

Le mouvement de Black Lives Matter constitue sans aucun doute un espoir pour les classes salariées et populaires unies dans leur diversité pour s'attaquer à l'ordre dominant capitaliste et raciste.

Joseph Daher

ENJEUX D'UNE NOUVELLE SÉQUENCE DES LUTTES ANTIRACISTES

Partout dans le monde, des manifestations ont essaimé à la suite du meurtre brutal de George Floyd. À chaque fois, c'est le racisme négrophobe propre à chaque pays qui est dénoncé. Retour sur les enjeux d'une nouvelle séquence des luttes antiracistes.

L' image est saisissante et sans doute historique : des villes de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Turquie, des États-Unis bien sûr, ou encore du Brésil ou du Japon, marquées par le bruit des manifestant-e-s qui crient « *Black lives matter* » (les vies des personnes noires comptent). Toutes ces villes se sont soulevées contre les violences policières qui, partout dans le monde, déshumanisent quoti-

diennement et parfois tuent des personnes noires, principalement des hommes.

Si la dénonciation des violences policières racistes n'est pas nouvelle, ces mobilisations de masse sont inédites par leur force et leur ampleur. Elles sont également nouvelles (dans l'histoire récente, faudrait-il préciser) par l'internationalisation de la lutte contre la négrophobie. En ce sens, elles montrent qu'on a affaire à une domi-

nation systémique, internationale, héritée de la colonisation et de l'esclavage transatlantique, qui nie l'humanité des personnes noires pour mieux les exploiter. Elles montrent que cette fureur raciste est profondément ancrée, et que seule une lutte politique pourra y mettre fin. Elles montrent, enfin, que le racisme colonial n'a pas disparu avec les décolonisations formelles, et elles s'inscrivent en ce sens dans l'histoire des luttes anticoloniales.

Ces mobilisations ont très vite dépassé le seul enjeu des violences policières, comme le montre la manière dont elles se sont saisies des monuments ou statues glorifiant des esclavagistes et autres figures racistes. Certaines d'entre elles ont été arrachées, taguées et parfois remplacées par des figures des luttes. Les manifestant-e-s ont mis en lumière le passé (et le présent) colonial de ces pays. Dès lors, ces luttes symboliques s'articulent avec les enjeux des mobilisations actuelles, puisqu'elles permettent aux communautés noires et plus largement non-blanches de s'organiser et de lutter contre le racisme qu'elles subissent dans ces pays.

Déshumanisation raciste

Comme l'écrivait Frantz Fanon en 1961 dans *Les damnés de la terre*, « *l'intermédiaire du pouvoir utilise un langage de pure violence. L'intermédiaire n'allège pas l'oppression, ne voile pas la domination. Il les expose, les manifeste avec la bonne conscience des forces de l'ordre* ». Il montrait ainsi que ces violences ne sont que la forme la plus visible de la déshumanisation raciste.

En effet, la dignité des personnes noires est humiliée et bafouée par la police, mais aussi par la division raciale du travail qui les assigne aux emplois les plus précaires (quand elle ne les exclut pas tout bonnement du marché du travail). Elle est humiliée et bafouée quand ce sont les travailleurs et travailleuses sans papiers ou issues de l'immigration qui sont au front pendant qu'une grande partie de la population se met en télétravail lors de la crise sanitaire. Elle est humiliée et bafouée par le système d'asile suisse, qui criminalise la migration, et qui envoie en prison des personnes qui fuient des pays ravagés par l'impérialisme des États occidentaux.

Ainsi, il nous faudra continuer à marteler que les vies des personnes noires comptent, et ce, dans tous les espaces politiques, syndicaux, et militants dans lesquels nous intervenons. À nous de participer à construire des mouvements sociaux larges, et des organisations politiques et syndicales qui ne laissent plus rien passer, et qui soient capables d'entendre et soutenir les luttes des communautés noires pour faire en sorte qu'elles ne soient plus soumises à de telles violences. À nous de relayer partout et tout le temps que les vies des noir-e-s comptent !

Anouk Essyad



Manifestation de « Justice pour Adama », Paris, 13 juin 2020

DERRIÈRE LE COMITÉ ADAMA, LES LUTTES DE L'IMMIGRATION EN FRANCE

Le 13 juin à Paris, une manifestation contre le racisme et les violences policières rassemble plus de 120 000 personnes. Elle fait suite aux mobilisations des semaines précédentes dans différentes villes de France, qui ont elles aussi rassemblé un nombre très

important de manifestant-e-s. Ces manifestations, impulsées par le comité Adama (du nom d'Adama Traoré, homme noir tué par la police le 19 juillet 2016), témoignent d'un rapport de force qui a permis de poser les violences policières racistes comme enjeu politique central.

Ce rapport de force est le fruit des luttes de l'immigration, qui se sont battues contre ces violences policières, contre les discriminations à l'emploi et au logement, contre les lois racistes, la double peine, ou encore contre l'islamophobie. Que la France entière connaisse le nom d'Adama Traoré, et qu'il s'agisse d'un enjeu central pour toutes les mouvements de luttes constitue donc une victoire politique en soi.

VICTOIRE DE LA CAMPAGNE BDS FACE À L'ÉTAT FRANÇAIS

La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a rendu à l'unanimité un arrêt le 11 juin 2020. Elle condamne l'État français pour avoir sanctionné des militant-e-s ayant appelé au boycott de produits israéliens. Ces sanctions violent l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme protégeant la liberté d'expression.

L'arrêt de la CEDH énonce que « les actions et propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'État d'Israël et de la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale ». Il ajoute qu'ils « relevaient de l'expression politique et militante ».

L'appel au boycott des produits d'un régime d'apartheid, colonial et raciste constitue ainsi un droit pour les mouvements de solidarité mobilisés en faveur du respect du droit international et des droits nationaux du peuple palestinien.

Cet arrêt démontre les mensonges et les tentatives de diffamation portées contre la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'État d'Israël. Ces sanctions visaient à museler celles et ceux qui demandent à agir contre l'apartheid israélien.

À la suite de la décision de la CEDH, la campagne BDS France a demandé aux autorités françaises d'abroger immédiatement les circulaires Alliot-Marie et Mercier afin de reconnaître la légalité et la légitimité de leurs modes d'actions non violents.

Toutes et tous en soutien à la campagne BDS à travers le monde.

Joseph Daher



International Syrie

« NOUS VOULONS VIVRE »

La Syrie fait face à de nombreux problèmes socio-économiques. La pandémie mondiale du Covid-19 les intensifie et provoque de nouvelles manifestations.

Avant l'irruption de la pandémie à la mi-mars 2020, le taux de pauvreté de la population en Syrie était estimé à plus de 85%. Il a certainement augmenté depuis. De plus, la valeur de la livre syrienne n'a cessé de chuter, diminuant d'environ 105% depuis le début du mois de mai par rapport au dollar et de près de 360% depuis juin 2019. Les conditions de vie de la vaste majorité de la population syrienne sont de plus en plus misérables. C'est sans oublier les conséquences des destructions massives causées par la guerre, estimées à environ 500 milliards de dollars états-unien, et des politiques autoritaires et néolibérales continues du régime despotique d'Assad.

Depuis le 7 juin, des manifestations populaires éclatent dans les régions de Sweida, Daraa ainsi qu'aux abords de la capitale Damas, dans la ville de Jaramana. Elles dénoncent la cherté de la vie et exigent la chute du régime d'Assad ainsi que le départ de ses alliés, la Russie et l'Iran. Le slogan principal des

manifestant-e-s est « Nous voulons vivre », comme un appel pour plus de justice sociale et de démocratie.

Pour tenter de minimiser l'impact de ces manifestations, le régime syrien a lancé des contre-manifestations dénonçant les sanctions états-unien. Les forces de l'ordre ont également violemment réprimé et arrêté des manifestant-e-s dans la ville de Sweida.

Horizon compliqué

Les conditions qui ont conduit aux soulèvements populaires sont toujours d'actualité. Le régime a non seulement été incapable de les résoudre, mais les a exacerbées. Malgré tout le soutien de ses alliés étrangers et en dépit de sa résilience, le régime d'Assad fait face à des problèmes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socio-économiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automa-

tiquement par de nouvelles opportunités politiques en particulier après plus de neuf ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, rend difficile l'union des classes populaires diverses. Cette convergence sera nécessaire pour défaire à nouveau le régime à l'échelle nationale.

Tel est le principal défi. Malgré les conditions difficiles engendrées par la répression, la paupérisation et la dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit être organisée au sein de l'expression locale de ces résistances.

Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leurs dominations despotiques en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, comme les explosions de protestations populaires régionales continuent à le démontrer.

Joseph Daher

UN PARLEMENT SOURD À L'URGENCE CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

La révision de la Loi sur le CO₂, acceptée par le Conseil national par 135 voix contre 59 et 1 abstention, entérine la poursuite du *business as usual* agrémenté de quelques corrections à la marge. Or, le dérèglement climatique impose des mesures fortes sur les émissions de gaz à effet de serre.

Cette révision ne constitue en aucun cas l'avancée «*réjouissante*» ou «*exagérée*» comme la qualifient respectivement une gauche complaisante ou une droite archaïque. Le Parlement, qu'on nous présentait tout droit issu des mobilisations pour le climat, s'est contenté de modifications cosmétiques, trahissant les centaines de milliers de personnes, qui, en Suisse et partout dans le monde, exigeaient un changement de cap immédiat. En défendant obsessionnellement les intérêts des riches, des banques et des multinationales, nos dirigeant-e-s ont une nouvelle fois montré qu'ils-elles sont incapables d'apporter une réponse à la hauteur des défis que pose la crise climatique.

De belles paroles oubliées

Les objectifs de réduction doivent enfin prendre en compte la gravité de la crise climatique et écologique dans laquelle les pays industrialisés ont entraîné la planète. La grande majorité des parlementaires n'ont pas tenu compte de cette nécessité, s'enlisant dans des compromis déconnectés de la réalité, allant jusqu'à accuser ceux et celles qui ont pris conscience de cette urgence de vouloir imposer des mesures autoritaires.

Passée la vague médiatique, il ne restait presque plus personne pour exiger des normes courageuses, seules à même d'entamer un processus capable de désamorcer la crise climatique. Les propositions d'amendements d'Ensemble à Gauche (EàG), notamment la compensation à 100 %, dès 2032, des émissions de gaz à effet de serre suisses sur place à travers des puits de carbone et sans technologies ac-



Manifestation pour le changement, Berne, 28 septembre 2019

tives de compensation, ont toutes été rejetées.

Confier au marché la crise climatique

La crise climatique est l'enfant du capitalisme. La course aux profits provoque la destruction de notre environnement. Pourtant, les parlementaires ont plébiscité la participation à une bourse carbone spéculative et inefficace. Comme si le système était capable de générer des remèdes capables de soigner ses métastases. Cette bourse délivrera des permis de polluer ici

en soutenant des mesures peu vérifiables ailleurs. La politique de l'autruche dans toute sa splendeur ! Les mesures de réduction des émissions doivent être prise en Suisse : permettre de réduire artificiellement nos émissions à travers des actions réalisées à l'étranger, voire des délocalisations, ne fait que déplacer le problème et retarder une résolution globale de la crise.

En effet, les pays riches, dont la Suisse fait partie, ont une lourde responsabilité dans la crise climatique. De leur côté, les pays pauvres, qui ont une responsabilité très limi-

tée dans cette crise, se retrouvent au premier rang des victimes. Il faut reconnaître et réparer cette injustice. Cela passe par une aide importante aux pays dépendants afin de faire face à la crise climatique. Fixer des objectifs au niveau national est positif, mais cela doit obligatoirement s'articuler avec des objectifs internationaux tout aussi ambitieux ainsi qu'avec une participation volontariste à leur réalisation. Les diverses propositions d'EàG allant dans ce sens, notamment celle qui visait à consacrer le quart des revenus de la taxe sur le CO₂ à des aides publiques aux pays victimes de la crise climatique, ont été sèchement refusées.

Les marchés financiers épargnés par la loi

Agir sur les émissions en Suisse sans prendre en compte les conséquences climatiques dramatiques des actions de la place financière suisse dans certains investissements particulièrement polluants reviendrait à n'apporter qu'une réponse très partielle à la crise climatique. Les émissions indirectement générées par les flux financiers doivent être prises en compte par cette loi. Les institutions financières et leurs investissements doivent donc être soumis aux mêmes objectifs de réduction des émissions, au même titre que les activités émettant directement.

Une fois encore, les modifications de la loi proposées par EàG, qui imposaient aux banques et autres institutions financières de faire baisser la part de leurs investissements dans les activités émettrices de gaz à effet de serre selon les mêmes objectifs que ceux fixés par la loi en Suisse, ont été refusées. L'ensemble des amendements déposés par EàG, qui réclamaient des objectifs ambitieux et des mesures fortes, ont été rejetés. Nous avons donc refusé le projet de loi au Conseil national. La loi repart aux États afin de régler les dernières divergences. Il ne reste désormais aucune chance de voir le projet s'améliorer suffisamment. EàG s'unira donc à la jeunesse en lutte afin de contrer cette loi. Hors de cette prise de conscience qui s'est manifestée partout dans le monde sous le slogan «*Changer le système, pas le climat*», pas de salut. Cette loi sur le CO₂ mérite d'être combattue et renvoyée par le peuple à son expéditeur.

Stefanie Prezioso



Action à Lausanne lors de la journée du 15 mai.

Écologie

POUR UNE SORTIE DE CRISE ÉCOLOGIQUE

La Grève du climat a publié un plan d'action de crise proposant des mesures concrètes pour faire face aux conséquences du Covid-19. Entretien avec Steven Tamburini, militant de la Grève du Climat et de solidarités Vaud.

Quelles sont les grandes lignes du plan de la Grève du Climat?

Face à l'urgence écologique, à la récession économique et à la débâcle sanitaire provoquée par le Covid-19, une rupture est nécessaire. Depuis plusieurs mois, la Grève du Climat prépare un plan visant zéro émission de carbone d'ici 2030 en Suisse. Il doit être finalisé et publié d'ici quelques semaines.

La crise économique et sociale provoquée par la pandémie du Covid-19 appelant des mesures d'urgences prenant pleinement en considération les questions écologique et climatique, un avant-goût des travaux a été publié. Ce plan d'action de crise articule quelques éléments du plan principal, avec le contexte pandémique actuel.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est évidemment le point cardinal. Les réponses écologiques doivent impérativement répondre à toutes les dimensions de la situation sociale et économique. Par exemple, l'idée d'investissements publics dans des programmes d'emplois verts (*Green Jobs*) permettrait de lutter contre le chô-

mage tout en ouvrant la voie à une économie neutre en émission de GES.

Selon toi, quelles sont les principales forces de ce plan?

Le plan exige la réduction du temps et des rythmes travail à 32 heures et quatre jours ouvrables par semaine avec un horizon post-croissance. Cette revendication forte permet de faire le lien avec le mouvement de Grève féministe et les syndicats. Effectivement, c'est un levier tant pour questionner la division genrée du travail, pour lutter contre le chômage que pour une remise en question du productivisme.

Ce plan d'urgence soutient également les mesures d'urgence demandées par le mouvement féministe tel que le soutien au service public. De plus, les emplois verts peuvent être imaginés comme un type de travail du *care*, du prendre soin des autres et de notre environnement. Ces emplois sont qualifiés de verts car ils génèrent peu d'émission de CO₂, minimisent la production de déchets et de pollution et protègent les écosystèmes. Ce sont des emplois qu'il faut valoriser

socialement et économiquement et dans lesquels il faut investir massivement.

La revendication d'un plan d'action « Bilan net nul » d'émissions pour toutes les entités productrices est également très intéressant: les aides financières étatiques débloquées pour faire face la crise du Covid-19 devraient être conditionnés de manière contraignante à des objectifs de réduction des émissions des entreprises. Elles doivent s'engager à être neutres sur le plan climatique d'ici 2030.

Concernant les transports et l'aviation, contrairement à ce que nos parlementaires ont décidé pour la Loi CO₂, le plan préconise un plafonnement des émissions pour l'aviation par quotas d'émission pénalisant particulièrement ceux-celles qui dépasserait les seuils. Ce système est beaucoup plus juste socialement que les taxes sur les billets d'avions s'appliquant uniformément pour tout le monde dès le premier vol. De plus, l'interdiction des vols en avion en Europe sauf si la desserte n'est pas possible en train limiterait de façon efficace une partie importante du trafic aérien inutile.

Et ces principales limites? Le plan d'action de crise a été adressé aux parlementaires. Or, recourir directement à elles et eux est un moyen très limité qui ne permettra pas d'infléchir le rapport de force. Ce plan devrait être adressé aux plus grand nombres et être promu partout où cela est possible.

Par ailleurs, le plan est déséquilibré entre des mesures ambitieuses telles que la réduction du temps de travail et des mesures beaucoup plus légères et parfois trop précises. Par exemple, le plan prévoit un programme de formation pour les planificateurs-rices en matières d'énergies renouvelables et d'installateurs-rices. Une acception plus large et englobante tel que le concept de emplois verts aurait été plus intéressante et permettrait de développer d'autres aspect du travail nécessaires à la rupture vers une société écologique.

En quoi ce plan peut-il être un outil intéressant pour la suite du mouvement de la Grève du Climat?

La publication du plan complet, probablement en juillet, permettra d'ouvrir le débat sur toute une série de sujets. Le plan est conséquent et s'attèle à toutes une série de débats scientifiques et politiques trop souvent ignorés ou survolés. Par exemple, la compensation des émissions de GES par des solutions locales et socialement justes est possible. Le plan adopte une approche non uniquement climatique de la crise écologique. Il prend en compte les enjeux sur les écosystèmes et la biodiversité. Il sera une très bonne base de débats et de formation à l'interne et à l'externe.

Propos recueillis par Julien Nagel

AMERICAN WAY OF DEATH

La persistance de la culture de l'arme individuelle à une échelle de masse : l'historien André Kaspi revient sur cette marque de la société états-unienne. Voici les grandes lignes de son analyse.

Estimé en 2015 à 357 millions, le nombre d'arme dépasse celui des habitant·e·s aux États-Unis. Leur répartition n'est toutefois pas uniforme : elles seraient détenues par 22-25% de la population. 7,7 millions d'États-Unien·ne·s, soit 3% d'entre eux, posséderaient 130 millions de *guns*. Ces superdétenteurs·trices (possédant de 8 à 140 engins) ne sont pas représentatifs de l'ensemble du pays. Alors que la population résidente a fortement augmenté (de 36% en 40 ans), les nouveaux·elles arrivant·e·s sont moins attiré·e·s par les armes. Nous sommes très loin d'un «*peuple en armes*» appliquant le deuxième amendement de la Constitution de 1791.

La violence armée est l'héritage de l'économie esclavagiste et des guerres menées contre les nations indiennes pour leur prendre leurs terres. Le développement du capitalisme états-unien est donc fortement liée à cette violence armée sur son propre territoire. À la différence des puissances coloniales européennes, les racistes américains exploitaient leurs esclaves sur leur propre territoire.

La terrible guerre civile (1861-1865) est aussi une autre situation inconnue en Europe. La peur des révoltes justifiait la possession d'armes. Après la fin de la guerre civile, les bandes du Ku Klux Klan font régner la terreur en désarmant systématiquement les

anciens soldats noirs. Les nouveaux citoyens n'auront pas de fusils. Les actes racistes et les assassinats maintiennent une violence inouïe jusqu'à aujourd'hui.

Les spectacles puis le cinéma contribuent à présenter cette violence armée comme une «*tradition*». Selon un sondage de 1959, 60% des États-Unien·ne·s étaient favorables à une interdiction des armes de poing. En 2008, ce pourcentage est passé à 24%. Pourquoi cette inquiétante évolution ?

Le tournant ultra-libéral et nationaliste des années 1980 a contribué à la construction d'un nouveau socle idéologique en présentant le port d'arme comme le pilier de la liberté. Détenir et

porter une arme est devenu un geste de ralliement conservateur et un geste de méfiance envers l'État fédéral. La ségrégation raciale et sociale s'est accentuée avec une militarisation des forces de police et une répression judiciaire plus dure.

Dernier constat. Les armes de poing tuent principalement leurs propriétaires. Les deux tiers des décès par arme à feu sont des suicides, ce qui représente chaque année entre 30 000 et 35 000 mort·e·s. Image horrible d'une société inhumaine.

José Sanchez



André Kaspi, *La nation armée. Les armes au cœur de la culture américaine*, Éditions de l'Observatoire, 2019

Les nôtres

ENRIQUE CREMA

Internationaliste et anticapitaliste, Enrique Juan Crema, que nous appelions Enrique, nous a quittés à l'âge de 68 ans. Même s'il ne militait plus à solidaritéS depuis quelques années, sa participation à de nombreuses luttes politiques durant plusieurs décennies se doit d'être saluée.

Natif de la province de Santa Fe (nord-est de l'Argentine), Enrique avait aussi, par sa famille, un pied en Italie. Exilé à cause de la dictature militaire argentine, il commença des études de droit à Lausanne où il anima une revue de discussion : *Débat*. Il s'engagea ensuite dans le soutien à la résistance au franquisme espagnol finissant et aux luttes ouvrières en Europe. L'ancien exilé n'oublia jamais sa double culture, luttant contre la xénophobie et pour l'accueil des réfugié·e·s. Membre de la Ligue marxiste révolutionnaire, puis du Parti socialiste ouvrier, la crise de ce dernier l'amena à rejoindre le Parti ouvrier populaire, dont il fut membre du Comité central. Son engagement finissant par manquer de perspectives, il démissionna de ce parti pour rejoindre quelque temps plus tard solidaritéS.

Derrière un parcours qui peut paraître sinueux, les constantes d'un engagement internationaliste et anticapitaliste sont néanmoins présentes. Il avait gardé de sa jeunesse un trait de caractère, cliché attribué aux Argentin·e·s, et qui leur fait dire non pas «*je ne suis pas d'accord*», mais «*vous vous trompez totalement*» et qui ressortait parfois dans les débats. Une rugosité passagère qui cachait mal une générosité de tous les instants.

La dernière fois que nous avons collaboré, c'était lors de la venue de militant·e·s argentins qui témoignaient de leur action contre l'exploitation du gaz de schiste dans leur pays. Enrique avait alors bien volontiers assuré la traduction de leur propos lors de cette conférence publique du Collectif Halte aux forages.

Ces dernières années, il publiait régulièrement sur le web sa

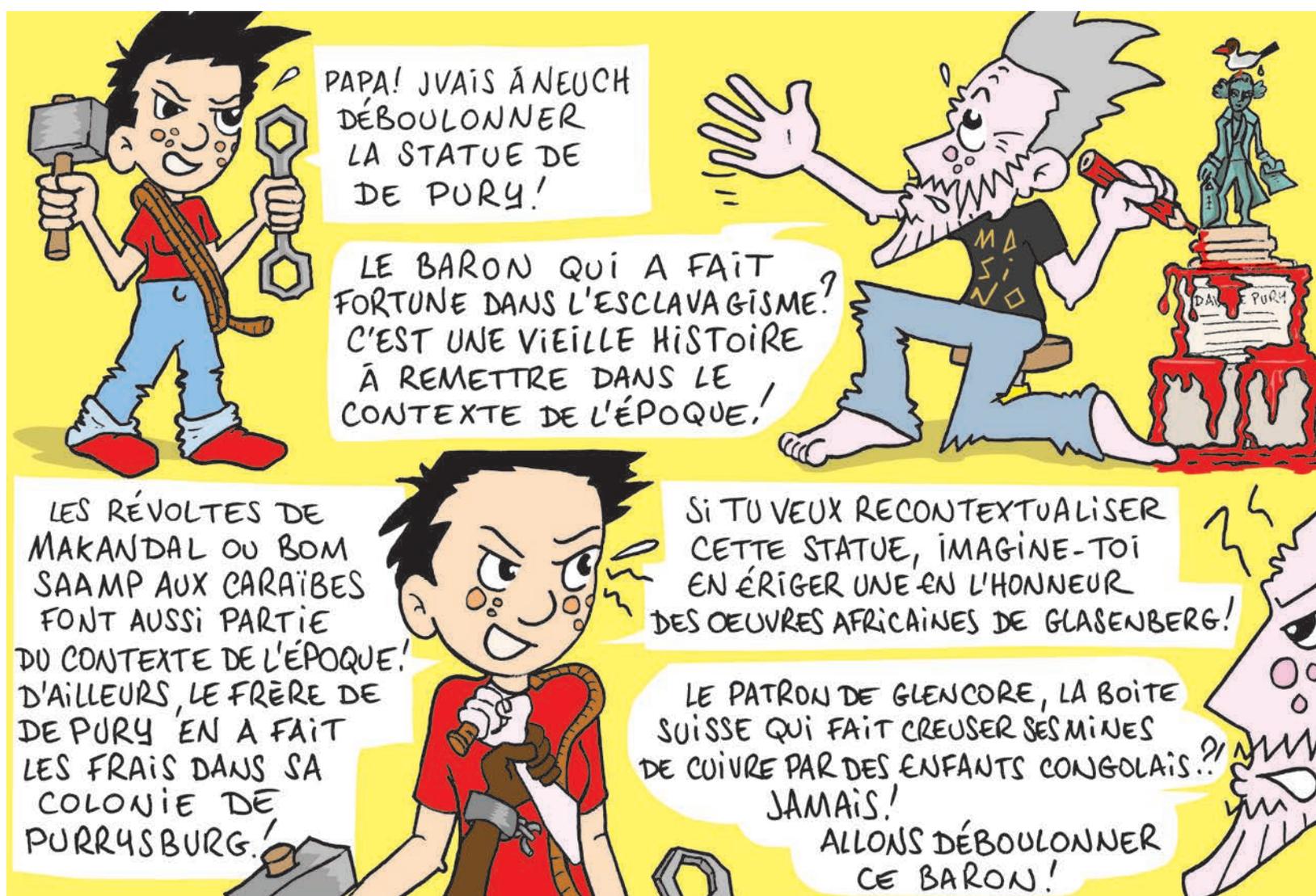


«*Lettre libre*», où, en sus de la politique, il parlait aussi régulièrement de films. Un aspect de sa personnalité souvent ignoré par les autres militant·e·s, comme sa pratique de l'accordéon. Non pas la renifle

de nos campagnes, mais celui qui accompagna Carlos Gardel.

Salut, Enrique, mais qu'elle est triste, la dernière milonga que tu viens de nous jouer!

Daniel Süri



solidarités

370
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 **Agenda**
Conférence écosocialiste pour la justice climatique
- 3 **Un an après, la Grève féministe mobilise avec toujours autant de détermination!**
- 4 **Enfin un mariage pour tou-te-s en Suisse**
Sauver un lieu de mémoire et d'histoire des femmes
- 5 **Swisscovid: traçabilité Made in Switzerland**
- 6 **Vevey: une candidature pour le bien commun**
Genève: bilan et perspectives après une manifestation antiraciste historique
Fermeture de l'Hôtel Le Richemond? Un personnel qui dit non
- 7 **Déboulochage d'une statue et révisionnisme historique**
Petites histoires ordinaires à l'Hôpital fribourgeois
- 8 **La meilleure manière de « réformer » la police, c'est de lui couper les vivres**
- 10 **États-Unis: le mouvement pour le démantèlement de la police s'impose**
- 11 **Black Lives Matter: enjeux d'une nouvelle séquence des luttes antiracistes**
- 12 **Syrie: « Nous voulons vivre »**
Victoire de la campagne BDS face à l'état français
- 13 **Loi sur le CO₂: un Parlement sourd à l'urgence climatique et écologique**
- 14 **Pour une sortie de crise écologique**
- 15 **American way of death**
Les nôtres: Enrique Crema

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40